

**Appel des participants au rassemblement du 26 janvier 2010**  
**« Le Val-de-Marne on y tient et on le dit ! »**

Alors que la France traverse une très grave crise économique et sociale, nous, **habitantes et habitants du Val-de-Marne réunis ce 26 janvier 2010 à Créteil**, exprimons **notre attachement à l'intervention publique au service de l'intérêt général, à la solidarité, à la justice sociale et à la démocratie.**

Nous considérons **le projet gouvernemental de réforme des collectivités territoriales en tout point contraire** à cela !

Ce projet constitue une véritable **entreprise de démolition des collectivités et de la démocratie locale** :

-**Démolition de la décentralisation** par une concentration des pouvoirs au niveau de l'Etat accentuée par le projet du « Grand Paris ».

-**Démolition de la démocratie locale** en éloignant les élus des citoyens par le regroupement des mandats régionaux et départementaux.

-**Démolition de la liberté d'action du Département** en lui interdisant d'agir sur toute question d'intérêt local.

-**Démolition des finances des collectivités locales** en organisant leur asphyxie budgétaire, notamment par la suppression de la taxe professionnelle.

-**Démolition des services publics locaux** après les réductions drastiques opérées dans les services publics de l'Etat, dans l'éducation, la santé ... ou leur privatisation comme à la Poste.

**Ensemble**, avec les 31.000 Val-de-Marnais qui ont signé l'appel « **le Val-de-Marne j'y tiens !** », nous exprimons notre attachement à notre département et notre refus de ces dangereux projets.

**Nous exigeons donc :**

-**Le retrait immédiat** de la réforme des collectivités territoriales.

-**L'attribution par l'Etat des moyens financiers** nécessaires aux collectivités locales pour assurer leurs missions et répondre aux besoins des populations.

-Et tout particulièrement **la couverture intégrale et pérenne des dépenses** relevant de la solidarité nationale.

Nous demandons solennellement au Premier ministre de recevoir dans les meilleurs délais **une délégation représentative de notre diversité** qui sera porteuse de ces exigences.

Nous nous engageons à **poursuivre et élargir** notre mobilisation, y compris au niveau national, pour défendre les collectivités locales, les services publics et la démocratie de proximité.

**Créteil le 26 janvier 2010**